



Rentrée des classes à Villemomble : La politique du gouvernement est mauvaise pour l'école publique et pour nos enfants : Pourquoi ?



Édito



Élisabeth Pochon
Présidente du groupe des élus
socialistes, citoyens et écologistes



Jean-Alain Steinfeld
Secrétaire de la section
de Villemomble

Le doux déclin de notre ville...

Une étude de la chambre des Notaires de Paris met en avant une baisse du prix des ventes immobilières de 31,5% (source: <http://www.paris.notaires.fr>) en un an pour les maisons et pavillons à Villemomble, ce qui constitue un record en Île-de-France !

Qu'on nous comprenne bien ; que la spéculation se calme et que les prix baissent, est en soi une bonne nouvelle pour nous socialistes, attachés que nous sommes à la mixité sociale et au pouvoir d'achat. Mais si, dans le même temps, les prix baissent « seulement » de 10,7% à Gagny, de 11% à Livry-Gargan et de 11,6% à Bondy, la chute du prix de l'immobilier à Villemomble tient bien à autre chose qu'à une simple baisse conjoncturelle du marché. Quelque chose se passe, qui rend notre ville moins attirante pour de potentiels acquéreurs...

La réponse paraît évidente ; notre ville a perdu, au fil des ans, de son attractivité et cela commence à transparaître sérieusement ; ces chiffres le prouvent !

- Une politique associative qui se contente d'aider les grandes associations animées par les élus, au détriment de nouvelles initiatives, synonyme de ville morte..
- Une fête de la Saint-Fiacre où les associations de parents d'élèves restent interdites de stand, synonyme d'une ville sclérosée.
- Une ville où le 14 Juillet n'existe pas (!!), c'est une ville vieillotte, qui se trompe de siècle, de combat.
- Une ville qui fuit toutes les intercommunalités et qui finira « mariée de force » c'est une ville qui subit son temps !
- Une ville qui perd son dossier de rénovation urbaine en cours de route, qui n'aide pas l'accession à la propriété pourtant encouragée par le gouvernement.
- Une ville qui n'aide pas les particuliers bailleurs, notamment en centre ville, pour rénover leurs appartements qui se dégradent (autours de nos gares RER... !)

Tout cela, c'est un cadre de vie qui se détériore, une entrée de ville qui s'enlaidit de façon spectaculaire, un commerce qui fuit vers le Raincy et Rosny...

Arrêtons là ! Tout cela, pris point par point, paraît peu de chose, mais mis en perspective, cela ressemble à un doux déclin, et l'effondrement des prix, qui n'est pas une simple et salubre modération, l'exprime déjà, hélas !

Animations, commerces et activités, vie culturelle et citoyenne, aide au maintien en état de nos logements publics comme privés, aide au commerce local avant qu'il ne soit trop tard.

Vous nous trouverez à vos côtés sur ces chantiers, pour une ville citoyenne, solidaire et écologique.

**Jean-Alain Steinfeld, secrétaire de section et
Élisabeth Pochon, Présidente du groupe des élus socialistes,
citoyens et écologistes de Villemomble**



Quatre exemples simples sur Villemomble :

Des enfants « délocalisés »

• Cette année a vu la confirmation de deux fermetures de classe en maternelle sur Villemomble. Ces fermetures risquent, à terme, de ne plus permettre aux familles d'être toutes accueillies dans l'école de leur quartier. En effet, passé le seuil départemental de 27 élèves par classe en maternelle (déjà beaucoup pour des enfants de 3 à 6 ans), les nouvelles familles seront aiguillées sur des écoles appartenant à un autre secteur de Villemomble. Pourtant des salles de classe existent, mais elles resteront vides par manque d'enseignant, à cause des coupes sombres dans la fonction publique.

Et c'est donc dès trois ans que nos petits vont apprendre à se lever encore plus tôt... La mobilité du travail selon l'UMP cela s'apprend dès la maternelle.

Une école à géométrie variable

• Alors que d'un côté on ferme des classes, de l'autre on installe en urgence dans une école de Villemomble une classe double niveau grande section de maternelle/cour préparatoire. S'agit-il d'un projet pédagogique ou d'un projet économique ? Informés fin juin, les parents sont sommés de donner leur accord avant les vacances. Les classes à plusieurs niveaux, inévitables dans les villages, deviennent elles le modèle de l'école non plus basée sur le mieux faisant pédagogique mais sur le mieux faisant économique ?

La continuité du service public en question

• Tous les parents savent que, malheureusement, toutes les heures de cours dues aux élèves par la loi ne sont pas assurées par manque de professeurs remplaçants. Pourtant 164 postes dédiés justement au remplacement des professeurs absents sont supprimés sur le rectorat cette année.

Le Rectorat est parfaitement conscient de ce problème puisque, lorsque les parents d'élèves indiquent qu'en moyenne au moins 10% des cours ne sont pas assurés par manque de remplaçant, il ne proteste pas !

Alors, une question évidente se pose : pourquoi donc supprimer des postes de remplaçants alors que l'année dernière ils n'étaient déjà pas suffisants pour assurer tous les cours ? Est-ce une volonté de pousser les parents vers l'enseignement privé payant où les cours « seraient » plus régulièrement assurés ? S'agit-il d'une volonté de laisser pourrir le service public pour transférer ces fonctions régaliennes de l'État vers le privé ? Ou bien est-ce, simplement, la vision comptable du gouvernement, qui sacrifie sur l'hôtel des réductions budgétaires, l'éducation de nos enfants.

Une place pour chacun dans l'École de la République

• Alors que la communauté scolaire du lycée Clémenceau et le chef d'établissement ont obtenu l'année dernière une

classe de plus en seconde, le manque de souplesse et de moyens donnés par le Rectorat n'ont pas permis à certains redoublants au baccalauréat d'être accueillis dans leur lycée de secteur et ils ont dû trouver une place dans des lycées loin de chez eux. Dans cette situation la direction du lycée ne pouvait pas mieux faire puisque les classes sont pleines avec 33 à 34 élèves.

Encore une fois, le manque de vision à long terme est patent ; alors que seul l'avenir des jeunes, et donc de notre pays, devrait être pris en compte, le gouvernement défend une politique du chiffre, des effectifs, de la rentabilité et hypothèque l'avenir de nos enfants.

Chaque jeune doit avoir le droit au projet d'avenir de son choix et pour beaucoup d'enfants, l'école est la seule chance de réussite. Elle se doit d'être à la hauteur de ce défi.

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. On pourrait parler des AVS qui ne sont pas recrutés pour aider les jeunes élèves handicapés. On pourrait se demander pourquoi des élèves qui avaient demandé une orientation en sanitaire et sociale se retrouvent en secrétariat. On pourrait s'inquiéter de l'aide qui ne sera plus donnée aux élèves en difficulté depuis la suppression des Raseds.

Les pages de ce journal ne seraient pas assez longues pour cet inventaire catastrophique.

Oui l'École a peut être besoin d'être réformée, mais cela ne doit pas être fait au détriment des écoliers, collégiens, et lycéens.

Non le service public d'Éducation Nationale ne se gère pas comme une entreprise. C'est un vrai investissement pour l'avenir du pays. Ce n'est, a priori, pas l'avis de Nicolas Sarkozy, de son gouvernement et des députés UMP qui votent le budget.

Mais peut être changeraient-ils d'avis si, comme les citoyens que nous sommes, ils inscrivaient tous leurs enfants dans les écoles publiques qu'ils veulent si rentables en terme de dépense.

Il aurait pourtant été juste qu'ils assument leur politique de restriction et de réforme jusqu'au bout.

Et oui, tous les jeunes n'ont pas la chance de s'appeler Jean et d'avoir un papa dont les fonctions permettent de réserver un avenir en or à ses enfants.

Jean-Marc Minetto

COMPTE RENDU DE VOS ÉLUS SOCIALISTES, CITOYENS ET ÉCOLOGISTES SUR QUELQUES POINTS ABORDÉS LORS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 SEPTEMBRE 2009

1/ Attribution d'une subvention d'équilibre à l'O.P.H. (Office public de l'habitat)
Il s'agit d'attribuer une subvention d'équilibre de 60 000 euros à l'OPH pour la réalisation du projet consistant en la réhabilitation du pavillon situé 121, boulevard d'Aulnay conduisant à la réalisation de 5 logements sociaux intermédiaires. Nous avons voté pour l'attribution de cette subvention.

2/ Demande de subvention auprès du Conseil général de la Seine-Saint-Denis et du Conseil régional d'Île-de-France pour les travaux d'extension et de réaménagement de locaux pour le centre médico-social Marcel-Hanra

Lors du Conseil municipal du 26 novembre 2008, il nous avait été proposé de transférer les activités du centre Marcel-Hanra dans des locaux réaménagés et adaptés, permettant une extension dans les anciens locaux de la sécurité sociale à l'angle de l'avenue Gustave Rodet, et de l'avenue Outrebon. Il s'agissait, dans un premier temps d'un simple transfert d'activité. Nous avons alors insisté sur la nécessité d'avoir une réflexion plus globale sur l'offre de santé. Avoir des locaux plus fonctionnels et étendus était de nature à améliorer le fonctionnement.

Nous avons voté pour cette autorisation.

Lors du Conseil municipal de ce jour (au passage il a fallu se déplacer en mairie pour avoir les plans), nous apprenons qu'il s'agit d'un simple transfert sans

aucune extension pourtant présenté comme un argument en novembre. Le local le plus important du centre de santé sera une salle de réunion (!!), 119 m² consacrés aux soins sur une surface totale de 362 m².

Dans ces conditions, nous avons refusé de participer au vote, attachés depuis le premier jour à ce centre de santé que nous avons défendu contre vents et marées (et sarcasmes) et consternés de l'insuffisance évidente du projet actuel.

3/ Définition des zones à stationnement payant et fixation des tarifs

Nous avons voté contre cette délibération, demandant à nouveau l'instauration d'une zone bleue contrôlée.

4/ Mise à disposition des établissements concernés par l'activité de transfert de fonds de deux ou trois emplacements de stationnement et fixation du tarif correspondant

Nous considérons que la sécurité des convoyeurs de fonds nécessite la mise à disposition d'emplacement de stationnement à proximité des banques.

Nous considérons aussi que le tarif qui leur est consenti (380 euros ou 570 euros annuels) pour la mise à disposition permanente de deux ou trois places est ridiculement bas au regard du stationnement acquitté même par les résidents (173 euros annuels pour une place qui ne leur est évidemment pas réservée).

Nous nous sommes abstenus.



Une voirie à l'abandon



On ne peut que se féliciter du bon entretien de la voirie publique située en centre ville : la rue du Potager, la rue de l'Orangerie, la rue Charton... agrémentées d'arbres aux essences choisies... Un quartier qui bénéficie de travaux réguliers et plutôt soignés. Le fait qu'une partie de la majorité municipale habite ces mêmes rues n'est probablement dû qu'au hasard des circonstances...

Bien au contraire, dans certains quartiers périphériques, la voirie, quelque peu délaissée par la municipalité, se trouve parfois dans une situation dégradée. Les exemples sont nombreux, et de citer dans le quartier des Marnaudes, la rue du Gros-Buisson, de

la rue Germinal à la rue Alexis Carrel, où les renforcements se multiplient sur la chaussée principale, la rue Paul Verlaine, derrière la Cuisine centrale, où la chaussée est défoncée... et ne parlons pas des rues Denis Papin, Decauville...

Que la Mairie ne puisse pas, pour des raisons budgétaires tout à fait compréhensibles, refaire régulièrement l'ensemble de la voirie, cela est tout à fait normal. Que la Mairie laisse à l'abandon des quartiers entiers... cela est choquant ! Ce n'est quand même pas compliqué de mettre en place un programme régulier d'entretien de la voirie qui concernerait l'ensemble de la commune... Notre seul espoir ? Qu'un adjoint au Maire vienne s'installer dans l'une de ses rues...

Frédéric Jiméno

Sauvons les friches naturelles



Les espaces naturels et les friches du plateau d'Avron ne cessent de se réduire. Nous devons sauvegarder des espaces boisés dans les villes. Le groupe socialiste demande la sauvegarde de la friche boisée située sur le talus du plateau à l'ouest de la cité Mauriac.

En conseil municipal du 9 septembre, Monsieur le Maire annonce qu'il veut prolonger la rue François Mauriac. La prolonger, c'est entamer la friche et la condamner en rendant les parcelles constructibles. La défense de l'environnement doit aussi se faire localement. Dans le cadre des consultations sur le « Grand Paris », des simulations avec Météo-France montrent que pour viser 2 degrés en moins sur l'Île-de-France il faut augmenter les surfaces boisées de 30%. Il est important de planter des arbres mais il est aussi urgent de préserver les rares espaces boisés de Villemomble.

Marie-Françoise Gazet

Recycler plus et mieux nos déchets

Peu de gens osent affirmer à haute voix que l'on peut transformer la terre en poubelle, pourtant jour après jour le massacre continue. Une déchetterie existe à Villemomble mais faute de moyens de transport, ou parfois faute de prise de conscience, beaucoup trop de Villemomblois ne la fréquentent pas. La ville doit faire plus en équipant tous les immeubles collectifs ainsi que les squares de poubelles séparées pour un tri sélectif : que de bouteilles plastiques et de canettes métalliques seront ainsi recyclées ! Multiplions les lieux de collecte de proximité pour les piles et les petits appareils électroniques. Que chacun prenne ses responsabilités (bouteilles plastiques écrasées, refus d'achat des emballages trop encombrants, compostage pour ceux qui ont des jardins...) moins de bennes de collecte c'est moins d'énergie dépensée et aussi moins de taxes pour chacun.

M.-F. Gazet

La santé et les soins pour tous : quel avenir pour le centre médico-social Marcel Hanra ?

Pour nous, socialistes, l'accès à des soins médicaux de qualité pour tous est un droit. Combien de personnes ne peuvent pas faire l'avance du ticket modérateur ? Combien de patients se voient refuser un rendez-vous par la médecine libérale parce qu'ils relèvent de la CMU ou de l'AME ? Aujourd'hui nous sommes très inquiets. Le déménagement du centre Marcel-Hanra est prévu dans des locaux de petite taille : une zone d'examen de 55 m² dont deux salles de consultations de 11,5 m² et 12 m². Cet espace peut-il permettre l'accès à des généralistes et à des spécialistes, peut-il permettre de

vrais parcours de santé avec prise de sang, soins infirmiers, campagne de vaccination... ? L'espace consacré aux soins nous a paru insuffisant pour une véritable relance du centre médico-social, c'est pour cette raison que les élus socialistes ont refusé de voter en Conseil Municipal. Nous demandons à nous prononcer sur un projet permettant de larges possibilités de soins. La médecine libérale ne remplit pas son contrat d'un droit à la santé pour tous, il nous paraît légitime que la commune s'en soucie en attendant de véritables réformes des parcours de santé.

M.-F. Gazet

À quand des déplacements facilités pour tous ?

Quelle prise en compte des handicapés sur l'espace public ? Comment se déplacer à Villemomble quand on est une personne à mobilité réduite ? L'été a vu fleurir des chantiers de réfection des trottoirs et le résultat montre une fois de plus que le problème est traité par le mépris. Pour être utile, un passage surbaissé doit l'être des deux côtés de la chaussée. Retenons deux exemples : le boulevard Carnot et la place de la République qui présente de nombreuses imperfections. Absence de surbaissement ou surbaissement ne

concernant qu'un seul des côtés de la chaussée à cause d'un ralentisseur placé sans raison dans un croisement qui ne reçoit pas de véhicules (sens interdit), ou à cause d'un avaloir, ou sans raisons apparentes!!... Et dommage si les travaux de réfection s'arrêtent juste avant le passage piétons, les personnes en fauteuil roulant devront-elles attendre de prochaines tranches de travaux. À quand des travaux publics à Villemomble qui prennent en compte les besoins de chacun ?

M.-F. Gazet

Égalité hommes-femmes, encore du chemin à parcourir

Égalité ! : L'égalité entre les femmes et les hommes dans l'exercice du pouvoir politique connaît-elle actuellement des avancées remarquables ?

Réjane Sénac-Slawinski* : Ce qui est remarquable c'est qu'encore aujourd'hui la présence politique des femmes est proportionnelle au niveau de contrainte des lois dites sur la parité.

Ainsi, depuis 2008, dans les communes de 3500 habitants et plus, les exécutifs sont paritaires, mais les maires restent à plus de 90 % des hommes. Avec 87,7 % de conseillers généraux, l'application de la suppléance paritaire illustre le cynisme de l'inertie du champ politique. De plus, l'observatoire de l'intercommunalité de l'Assemblée des Communautés de France (ADCF) précise que loin de s'améliorer, l'équilibre homme-femme tend même à se dégrader dans les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). En effet, en plus de la très faible proportion de femmes présidentes d'EPCI, moins de 6 %, il constate leur recul dans la direction administrative des plus grandes communautés, c'est-à-dire là où les enjeux politiques sont les plus marqués. Ainsi, la persistance de la virilité du pouvoir s'incarne par sa recombinaison dans les institutions et les positions « dominantes ».

Égalité ! : Dans quelle situation se trouve la France par rapport à l'Europe ?

Réjane Sénac-Slawinski* : Suite aux élections législatives de juin 2007, la France reste en queue de peloton européen : avec 18,5 % de députée, elle est encore en 18^e position de l'Union européenne des 27 et au 65^e rang mondial derrière le Rwanda, l'Ouganda, la Tunisie et le Pakistan. Ceci alors qu'avec 45,8 % de femmes, la délégation française au Parlement européen est la 6^e la plus féminisée. Ainsi, en gentilewoman, il est essentiel de prendre en compte dans cette comparaison, la féminisation des élections à scrutin de liste tels que les conseils municipaux et régionaux, et la délégation française au Parlement européen.

Réjane Sénac-Slawinski

(* Chercheur au CNRS, Réjane Sénac-Slawinski enseigne à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et à l'Université Sorbonne nouvelle. Elle est notamment l'auteur du « Que sais-je ? » intitulé « La parité et de l'Ordre sexué : la perception des inégalités femmes-hommes » aux PUF.

« Le temps de lire comme le temps d'aimer dilate le temps de vivre » Daniel Pennac

L'accès à la culture via les livres est un service fondamental que la société se doit de proposer gratuitement aux jeunes. Pourtant beaucoup de Villemomblois n'en profitent pas, excepté dans un cadre purement scolaire. En effet, habiter aux extrémités de la commune présente pour certains jeunes, non véhiculés par leurs parents, une véritable injustice sociale et la solu-

tion de la bicyclette n'est pas vraiment conseillée car laisser des enfants s'engager dans les flux de la RN 302 représente un véritable danger pour leur sécurité. C'est pourquoi les socialistes proposent de mettre en place les mercredis et samedis des services de navettes gratuites depuis la rue Denis Papin et depuis la rue Aristide Briand jusqu'à la Bibliothèque Municipale.

Ainsi les jeunes Villemomblois, les plus éloignés du centre ville, pourraient avoir une incitation supplémentaire à se rendre à la bibliothèque. Des navettes municipales, déjà en circulation dans notre ville, pourraient être redistribuées, sans surcoût. Cette solution peut et doit donc être mise en place.

M.-F. Gazet

CONTACTER LES SOCIALISTES DE VILLEMOMBLE, RIEN DE PLUS FACILE.

Par mail : ps93250@wanadoo.fr Par courrier : Parti socialiste, 12, rue Pasteur 93250 Villemomble.

Par une visite, à notre permanence « le café de la gauche » tous les Dimanche matin de 10 à 12 h, 12 rue Pasteur (près du Marché Outrebou).

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : Mail :

je souhaite adhérer au PS. je souhaite être informé des activités des socialistes de Villemomble

Tout savoir 7 jours sur 7,
24h/24 des socialistes de Villemomble ?
Une seule adresse ! Celle de notre site !

<http://villemomblesocialiste.unblog.fr>

Courrez-y et faites-le connaître !!